



Nouvelle coupe budgétaire insoutenable pour la Recherche et le CEA

Il est temps de dire : ça suffit !

L'Etat pour couvrir des dépenses urgentes, lève la sanctuarisation des budgets de la Recherche. La révision budgétaire annoncée la semaine dernière nous frappe sans aucun préavis et avec une ampleur que nous n'avons jamais connue. Nous ne devons pas être dans une réaction corporatiste. Les 6 Organisations Syndicales du CEA ont dénoncé vendredi le comportement court termiste d'un Etat qui ne sachant plus gérer le lendemain choisit de sacrifier l'après-demain.

Les élus ont voté une motion du Comité National destinée aux ministères de tutelle via le Conseil d'Administration et diffusé le soir même un communiqué de presse.

Terreau de notre développement économique à venir, la recherche demande une visibilité à long terme pour pouvoir gérer ses investissements et l'évolution de ses compétences, pour rester dans « l'excellence » qui lui est demandé.

Par son Plan Moyen Long Terme à 10 ans, le CEA s'est mis au service des défis sociétaux qui étaient fixés. Il est irréaliste de supporter une ponction supplémentaire sur le budget du CEA. Cela fait déjà plusieurs années que le CEA, bon élève, fait son possible pour accompagner les choix budgétaires de l'Etat, conduisant l'organisme à des jeux d'équilibristes pour maintenir ses missions, notamment celle d'opérer les liens entre recherche fondamentale et innovation industrielle.

Le plan d'économies que l'Etat veut imposer à la recherche scientifique et l'enseignement supérieur s'élève à 256 M€, soit un quart des économies de l'ordre du milliard présentées par le gouvernement.

Le CEA devrait en supporter 64 M€ sur les programmes de recherche pluridisciplinaire, pris sur une subvention de 578 M€ en partie fléchée pour 100 M€ sur ITER et les Très Grands Instruments de Recherche, avec des accords internationaux à la clé. Restent 478 M€, sur lesquels il faudrait réaliser cette économie. Ce budget irrigue en grande partie la DRF, mais aussi les instituts LIST et LETI de la DRT. Pour se faire une idée, 64 M€ c'est l'équivalent d'environ 1000 emplois au CEA. Ce sont des dizaines de projets qu'il faudrait stopper immédiatement. Face à cette situation, la Direction du CEA va très probablement prendre des mesures d'urgence dans les jours à venir, comme par exemple le blocage immédiat de tout nouvel engagement de dépense et de toute embauche, même si cette mesure ne représente qu'une goutte d'eau. En bref, une telle économie ne peut se faire sur ce qui reste d'exécution du budget 2016 sans des conséquences mortifères sur nos activités.

Les élus au Comité National des 6 organisations syndicales du CEA (CFTC, CFDT, FO, CFE CGC, UNSA SPAEN, la CGT) ont demandé vendredi à l'Etat de renoncer à ce projet irréaliste et impossible à mettre en pratique. Qu'ils soient entendus ? Rien n'est moins sûr ! Les décisions gouvernementales risquent d'intervenir dans les prochains jours. Nous appelons donc solennellement chaque salarié(e) à réagir, à participer aux réunions improvisées dans les services et départements, les bâtiments, à signer massivement et rapidement la pétition.

Dénonçons enfin le comportement brutal de l'Etat qui déstabilise gravement un édifice déjà fragilisée. L'Etat en tournant le dos à ses engagements et à ses promesses marque un mépris envers les personnels de recherche qui ne peut que nuire à leur engagement jusqu'ici indéfectible.